

# ZIMBABWE

L'histoire du Zimbabwe est marquée par une violence politique constante. Depuis l'indépendance du pays en 1980, Robert Mugabe tient les rênes du pouvoir avec son parti, l'Union nationale africaine du Zimbabwe – Front patriotique (ZANU-PF). La situation humanitaire du pays est très fragile et l'économie en crise perpétuelle. La répression de l'opposition par le régime en place, qui a suivi le premier tour de l'élection présidentielle de mars 2008 remportée par le Mouvement du changement démocratique (MDC) – principal parti d'opposition –, a fait plus de 180 morts et plus de 9 000 blessés. Cette violence a contraint le dirigeant du MDC, Morgan Tsvangirai, à boycotter le second tour des élections, permettant ainsi à Robert Mugabe d'être réélu. Des centaines de personnes soupçonnées d'être des sympathisants du MDC ont subi par la suite des agressions, des brutalités ou des tortures\* perpétrées par des groupes pro-Mugabe. En septembre 2008, sous la pression internationale, le président Robert Mugabe a signé un accord de partage du pouvoir avec son opposant Morgan Tsvangirai, qui est devenu son premier ministre. Mugabe et Tsvangirai ont alors formé un gouvernement d'union en février 2009.

Actuellement, les violences politiques ont diminué en nombre, mais leur niveau demeure important, notamment du fait de l'impunité persistante des auteurs des exactions commises il y a deux ans. Le Zimbabwe n'a, à ce jour, pas signé la Convention des Nations unies contre la torture\*.

## *Victimes*

Dans ce contexte de violences politiques, la plupart des victimes sont des membres ou sympathisants du MDC, seul parti en mesure de ravir le pouvoir par les urnes. La société civile – syndicalistes, étudiants, professeurs, intellectuels, journalistes, défenseurs des droits de l'homme – est également fortement ciblée du fait de sa large mobilisation en faveur des libertés publiques et des droits économiques et sociaux.

Justina Mukoko, directrice de l'association de défense des droits de l'homme Projet de paix pour le Zimbabwe (ZPP), et Broderick Takawira, coordinateur provincial de ZPP, ont été enlevés par des hommes armés en civil en décembre 2008 et torturés pour avoir recueilli des informations sur les violations des droits de l'homme dans leur pays. Ils n'ont reçu aucun soin médical pendant leur détention, en partie au secret\*. Libérés en mars 2009, les charges retenues à leur encontre ont été abandonnées en septembre 2009<sup>xxix</sup>.

## *Tortionnaires et objectifs*

Plusieurs groupes paramilitaires sont connus pour semer la terreur et torturer des citoyens : l'organisation centrale des renseignements (CIO – Central Intelligence Organisation), les « vétérans de guerre » (anciens combattants de la guerre d'indépendance organisés en groupuscules armés sous le commandement direct de Mugabe), et la « milice des jeunes » (mieux connue sous le nom de Green bombers) qui enrôle et entraîne militairement des jeunes de dix à trente ans sous couvert du Service national de la jeunesse, officiellement chargé de promouvoir le patriotisme et l'identité nationale. Ces personnes portent généralement des tenues civiles lors de leurs opérations.

L'armée et les forces de police et de sécurité pratiquent également la torture de manière organisée. Ainsi, la Joint Operation Command (JOC), regroupant les hauts responsables civils et militaires de la Sécurité nationale, organise et supervise les actions de répression dont est régulièrement victime l'opposition politique. Il s'agit de torturer pour punir les personnes soupçonnées d'avoir voté pour le MDC et, par dénonciation forcée, de rassembler des informations sur les sympathisants de ce mouvement. Les tortionnaires cherchent également à contraindre les victimes à faire allégeance au ZANU-PF.

## *Méthodes et lieux*

Les témoignages de victimes de la torture au Zimbabwe font état de tabassages (ciblés sur les parties génitales), de viols, de chocs électriques, de brûlures de cigarettes, ainsi que d'amputations de nez ou d'oreilles.

Dans certains cas, la torture a lieu au cours de réunions dites de « rééducation politique », auxquelles toutes les personnes du voisinage sont contraintes d'assister. Ces séances ont généralement lieu dans les zones rurales considérées comme proches de l'opposition et se déroulent dans des écoles ou des fermes réquisitionnées. Les personnes qui assistent à cette « rééducation politique » sont forcées de renier leur allégeance supposée à l'opposition, de donner les noms et adresses de toutes les personnes influentes du MDC dans la région, de chanter des slogans de la ZANU-PF et des chants « révolutionnaires », et de promettre de voter pour le parti au pouvoir. La violence y est méthodiquement pratiquée et les séances sont dirigées par des vétérans de la guerre d'indépendance ou des notables du ZANU-PF. Des dizaines de centres de « rééducation politique », appelés communément « la Base », ont ainsi été mis en place dans les campagnes entre les deux tours des élections de 2008.

Cette forme de torture publique, qui constitue aussi une menace à l'encontre des témoins, est particulièrement traumatisante. Le 5 mai 2009, dans une école primaire de la région de Mashonaland Central, 70 personnes ont été torturées (violences exercées sur les parties génitales) par des éléments de groupes paramilitaires. Parmi les victimes, six personnes sont mortes et 30 autres ont été hospitalisées.

Il existe des centres « habituels » et « non-habituels » dédiés à la torture : d'une part, les lieux officiels tels que les gendarmeries et postes de police, les camps militaires, les prisons ; d'autre part, les centres « non-habituels », c'est-à-dire les espaces temporairement mis en place ou reconvertis pour y pratiquer la torture : salles de classe transformées en salles de torture, tentes, clairières et autres lieux reculés, domiciles de responsables du ZANU-PF, voire anciens domiciles de militants du MDC expulsés de chez eux.

## *Conditions de détention*

Selon l'Association du Zimbabwe pour la prévention du crime et la réhabilitation des délinquants (ZACRO), le pays compte environ 55 prisons disposant

d'une capacité d'accueil théorique de 17 000 détenus. D'après les dernières estimations, 35 000 prisonniers, soit près du double, y seraient cependant détenus. Les prisons sont quasiment toutes dans un état déplorable : surpeuplées, mal entretenues, elles sont vétustes et n'ont pas été rénovées depuis plusieurs décennies. Les cellules sont mal aérées et certains détenus restent parfois plusieurs semaines les pieds menottés à une barre dans leur cellule. Les conditions de vie y sont inhumaines : la plupart des prisons sont dénuées d'installations sanitaires, la nourriture et les soins médicaux ne sont pas pris en charge par l'administration pénitentiaire et laissés au bon vouloir des solidarités familiales. Ces conditions favorisent la contamination et la propagation de maladies infectieuses, notamment le VIH. Un haut-responsable pénitentiaire, interrogé par un journaliste sud-africain, a déclaré qu'une vingtaine de détenus mourait chaque jour de faim ou de maladie au Zimbabwe<sup>xxx</sup>.

### POUR ALLER PLUS LOIN

- « Eye Witness : Zimbabwe School of Fear », *BBC News*, 25 août 2009, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/8183415.stm> (date de dernière consultation : 13/08/2010).
- Compagnon D., « Terrorisme électoral au Zimbabwe », *Politique africaine*, n° 78, juin 2000, <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/078180.pdf> (date de dernière consultation : 13/08/2010).
- Zimbabwe Human Rights NGO Forum, *Monthly violence reports*, [http://www.hrforumzim.com/frames/inside\\_frame\\_monthly.htm](http://www.hrforumzim.com/frames/inside_frame_monthly.htm) (date de dernière consultation : 13/08/2010).
- « Inside Zimbabwe's Secret Torture Camps », *The Telegraph*, 10 mai 2008, <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/africaandindianocean/zimbabwe/1944516/Inside-Zimbabwes-secret-torture-camps.html> (date de dernière consultation : 13/08/2010).